



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de
l'environnement Section installations classées pour la protection de
l'environnement

Arras, le **24 JAN. 2025**

DCPPAT - BICUPE -SIC- GC - n° 2025 - **17**

COMMUNE D'HARNES

SOCIÉTÉ MC CAIN ALIMENTAIRE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 09 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu les articles 7.2 et 20.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour laquelle la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des ICPE fixant les valeurs limites des rejets aqueux en MES à 50 mg/l et en Phosphore à 2 ou 5 mg/l selon le rendement du traitement et la fréquence de mesure mensuelle en chlorures ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 1999 délivré à l'entreprise MC CAIN ALIMENTAIRE pour l'exploitation d'une usine de production de frites surgelées et de flocons de pommes de terre à Harnes ;

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2009 de prescriptions complémentaires fixant la valeur limite de rejet aqueux en température à 30° ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

Vu la visite d'inspection du 04 octobre 2024 et le rapport de l'inspection de l'environnement du 04 novembre 2024 transmis à l'exploitant par courrier du 04 novembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulé par courriel du 14 novembre 2024 ;

Considérant que :

1) Les déclarations de rejets de l'exploitant sur l'application GIDAF entre le 01 février 2024 et le 31 juillet 2024:

– le nombre de mesures journalières supérieures à la valeur limite réglementaire de 50 mg/l pour le paramètre concentration en MES a été de 117 jours, avec une moyenne de 244 mg/l au cours du mois d'avril.

– le nombre de jours de dépassement de la valeur limite réglementaire de 30° pour la température a été de 49.

– le nombre de mesures journalières supérieures à la valeur limite de 5 mg/l pour le paramètre concentration en phosphore a été de 33 jours, avec une moyenne de 5,98 mg/l au cours du mois de juillet.

– le paramètre chlorure ne fait pas l'objet d'un suivi mensuel comme demandé à l'article 7.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé ;

2) Ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 7.2 et 20.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 et de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 15 janvier 2009 susvisés ;

3) Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MC CAIN Alimentaire des respecter les prescriptions des articles 7.2 et 20.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 et de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 15 janvier 2009, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais.

ARRÊTE

Article 1 – L'exploitant MC CAIN ALIMENTAIRE qui exploite des installations de production de frites surgelées à Harnes est mis en demeure de respecter, dans un délai de 16 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions ci-dessous :

– respect de la valeur limite réglementaire en MES dans les rejets aqueux de 50 mg/l fixée à l'article 7.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé.

– respect de la valeur limite réglementaire en Phosphore dans les rejets aqueux de 5 mg/l (si le rendement de traitement est supérieur à 95 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production) ou de 2 mg/l (si le rendement de traitement est inférieur à 95 %) fixée à l'article 7.2 et 20.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé.

– respect de la valeur limite en température dans les rejets aqueux de 30° fixée par l'article 3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 15 janvier 2009.

L'exploitant respectera dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté la périodicité mensuelle de mesure du Chlorure dans ses rejets aqueux en application de l'article 7.2 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

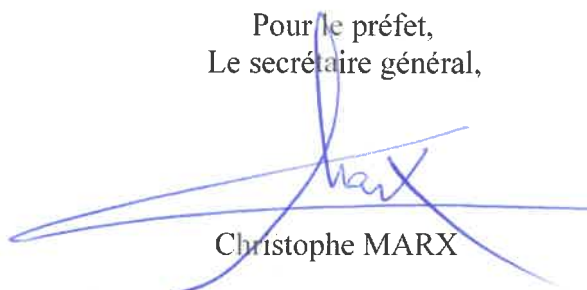
Conformément à l'article **R. 421-1** du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyen" accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 4 – Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 6 – Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de Lens et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MC CAIN Alimentaire dont une copie sera transmise à la mairie de HARNES.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Christophe MARX

Copies destinées à :

- Société MC CAIN ALIMENTAIRE, Parc d'Entreprises de la Motte du Bois, rue Pierre Jacquart – CS 90308 – 62440 HARNES
- Mairie de HARNES
- Sous-préfecture de Lens
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (U.D Artois)
- Dossier

